Négociation Annuelle Obligatoire (NAO) Locale 2025 à SRA :

Après l'échec des négociations nationales, une Direction SRA sourde face aux revendications légitimes des salariés

Lors des dernières négociations, les quatre Organisations Syndicales (OS) ont fait preuve d'un travail collectif en présentant des propositions équilibrées et justifiées. Néanmoins, la Direction persiste à ignorer les attentes des salariés en opposant des réponses nébuleuses, voire des refus catégoriques.

Prime pour les salariés :
Au préalable l'Intersyndicale a demandé le versement d'une prime à tous les salariés :
Refus catégorique de la DG

Enveloppe RCI/Expertises :
Demande d'une enveloppe de 1,3 % : Nous souhaitons une reconnaissance.
REFUS, contre-proposition à 1,1% (Le minimum prévu par la Convention Collective est à 1% de la masse salariale)

Neutralisation de l'enveloppe Matrice d'équité :
Pour que cela n'impacte pas l'enveloppe de RCI et expertise.
ACCORD

Non-absorption des RCI en cas de promotion :
REFUS PUR ET SIMPLE, une position choquante qui pénalise la reconnaissance des évolutions professionnelles.

Fidélisation des salariés :
Demande d'ouverture d'une négociation : Conditions Générales de Banque salariés, augmentation du plafond du CET, jours de congés supplémentaires liés à l'ancienneté...
REFUS SANS DISCUSSION

Complémentaire Santé :
Demande de prise en charge à 70 % (actuellement à 60 %) : Pour alléger la charge des salariés et garantir un accès à des soins de qualité
FLOU, pas de chiffre clair.

Tickets Restaurant et Restaurant d'Entreprise :
Demande de revalorisation de la part employeur à 7,26€ maximum légal (actuellement 6.50 €): Pour préserver le pouvoir d'achat des salariés.
REFUS, contre-proposition à 6,90€

Date d'application :
Demande d'une prise d'effet de ces mesures au 01/01/2025 :
FLOU TOTAL, la Direction reste évasive, sans fournir de réponse précise.

La DG persiste pour le moment à ignorer les revendications légitimes des salariés portées par des OS ouvertes au dialogue. Cette posture témoigne d'un profond manque de considération du travail fourni chaque jour par les salariés. Rendez vous le 14 Février pour l'ultime séance avec le DGA !